



Déclaration liminaire de la CGT éduc'action 93

Le 25.01.2022 à Bobigny (visio)

Comité Technique Spécial Départemental Second degré

Messieurs et mesdames les membres du CTSD, chers collègues des autres organisations syndicales, en ce matin de CTSD, il me revient un adage d'Erasmus : « *Ægroto dum anima est, spes est* » : *tant que le malade conserve un souffle de vie, il reste de l'espoir*. Il semble en effet que c'est aujourd'hui tout ce qu'il reste à notre profession exsangue, méprisée, maltraitée, violentée par la totalité des échelons hiérarchiques. Je ne parlerai pas ici des vacances de Jean-Michel Blanquer : à la CGT éduc'action, notre problème n'est pas qu'il fût parti du ministère, mais qu'il y soit revenu. Nous avons hésité à revenir sur la façon dont les personnels de Bobigny, en souffrance et en danger, ont été « reçus » (les guillemets semblent de rigueur ici) le mardi 11 janvier, sur un bout de trottoir, sans aucune réponse. Plus récemment, c'est un chef d'établissement qui interdit à des membres du CHSCT Départemental d'accomplir leur rôle. Jean-Michel Blanquer fait des émules à Bobigny semble-t-il !

Il semble pourtant que la situation sanitaire mériterait qu'on laisse les instances jouer leur rôle à plein. L'explosion des cas de Covid, clairement imputée par le Conseil Scientifique à la politique sanitaire appliquée dans les écoles, n'a entraîné une réaction que trop tardive de la part de l'administration. Pourtant, ce n'était pas faute d'avertissement de notre part ou de la part de la communauté scientifique. Quelques maigres annonces sont venues satisfaire le grondement des personnels de l'éducation, comme si tout à coup le gouvernement se rappelait que l'Education Nationale représentait, mine de rien, près d'un million d'électeurs ... Il aurait cependant été bien avisé d'écouter les représentants des personnels lorsque nous réclamions plus de moyens. Mais « *Consuetudinis vis magna est* », grande est la force de l'habitude, surtout quand elle est mauvaise ! (Cicéron).

Et qu'on ne nous dise plus que l'enveloppe ne peut rester que fermer. Près de 500 millions rendus à Bercy depuis le début du quinquennat, 140 millions dépensés chaque année pour des cabinets de conseil dont les missions sont aussi floues qu'inutiles (qu'on écoute les auditions de MacKinsey en ce moment pour s'en rendre compte), le financement de syndicats fantoches comme « Avenir Lycéen » à hauteur de près d'un demi-million d'euros.

Les moyens humains, eux aussi, manquent, et ils manquent plus drastiquement en Seine-Saint-Denis qu'ailleurs. Si nous nous félicitons d'avoir obtenu le réemploi de nombreux contractuels, nous ne pouvons que nous inquiéter devant le refus de la DSDEN et du rectorat de réembaucher des personnels ayant cinq ans d'expérience, ayant montré leur professionnalisme et leur compétence. Il faut donc tout changer, tout améliorer : nous le martelons à chaque déclaration publique depuis près de cinq ans désormais : la Seine-Saint-Denis a besoin d'un plan d'urgence pour l'éducation. Elle a besoin de personnels, de moyens, de considération, d'infrastructures, de confiance et de soutien. Que l'administration garde en tête cette autre pensée d'Erasmus : « *Bis dat qui dat celeriter* » (il donne deux fois celui qui donne vite).

Oui, vous me pardonnerez d'abuser du latin dans cette liminaire, c'est qu'il me semblait bon de rappeler qu'on pouvait aimer la culture classique et avoir, en même temps, un généreux projet de transformation de la société, qu'on pouvait étudier le latin sans vouloir en faire un étendard pour lutter contre des chimères et des fantasmes réactionnaires. En ces temps de délires nationaliste, où l'on prétend sauver l'école en censurant des poèmes, où les quartiers populaires sont stigmatisés, où les moyens alloués aux établissements scolaires sont toujours moins nombreuses mais où l'on prend le temps d'organiser des colloques sur le wokisme, nous refusons de nous résigner à cette destruction programmée du service public d'éducation.

Je terminerai donc par une dernière citation, qui résume, malheureusement, le piteux état de notre école: « Chaque matin, des enfants partent sans inquiétude, tout est près, les pires conditions matérielles sont excellentes ». Elle est tirée du Manifeste du surréalisme et surréaliste est le mot qui convient bien à notre situation. Il est désormais temps pour l'administration de regagner le champ du réel et d'entendre la détresse et la colère de la communauté éducative.